

FAQ appel à projets Canal 2 2016

0. Lexiques et rappels

Les questions doivent être posées exclusivement par mail à l'adresse i5pc.fei@gmail.com.

1. Généralités

Combien de projets peuvent être soumis pour chaque appel à projets ?

Une organisation peut soumettre un projet en tant que chef de file par appel. Elle peut également participer à plusieurs projets en tant que partenaire pour chaque appel.

Est-il nécessaire d'aborder les trois pandémies dans le projet soumis ?

Il n'est pas nécessaire d'aborder les trois pandémies dans la proposition. Il faut seulement démontrer le lien avec les activités du FM et la complémentarité avec les activités nationales soutenues par le FM. Soumissions possibles (une par thème en tant que principal, plusieurs par thème en tant que partenaire)

Est-il possible d'ajouter des documents non obligatoires au dossier de soumission ?

Il est possible d'ajouter des documents au dossier à condition qu'il soit complet, dans le cas contraire il ne sera pas traité.

Est-il possible d'envoyer un des documents demandés dans le dossier sous format Word ?

Concernant les documents à envoyer dans le cadre d'une soumission de projet, et comme indiqué dans les termes de références des appels à projets, votre dossier doit impérativement utiliser les modèles fournis : il est indispensable que le budget soit envoyé sous format Excel ; cependant, vous pouvez, si vous préférez, envoyer le chronogramme et le cadre logique en format Word à condition de reproduire le format fourni dans le modèle.

2. Structures éligibles

2.1 Eligibilité du soumissionnaire

Une structure d'un pays non-éligible peut-elle soumettre un projet si elle a l'autorisation d'exercer et travaille depuis de nombreuses années dans un pays éligible, dans lequel aurait lieu le projet ?

Les appels à projets de l'Initiative 5PC ne sont ouverts qu'aux personnes morales ayant leur siège dans un pays éligible ou en France. Par conséquent, une organisation internationale (non française), même reconnue localement, n'est pas éligible en tant que soumissionnaire principal / chef de file. Elle peut cependant participer au projet en tant que partenaire.

Dans le cas d'un bureau pays dépendant d'une ONG d'un pays non éligible, mais enregistré localement en tant qu'ONG dans un pays éligible (statut de droit local), peut soumettre une demande sur le Canal 2 à condition qu'elle soit présentée en partenariat avec d'autres structures.

Une Organisation Internationale peut-elle soumettre un projet en partenariat avec des organisations locales ?

Il est indiqué dans les TDR que "les Organisations Internationales pourront participer à des consortiums en apporteurs d'expertise, mais ne pourront ni être chef de file du projet ni recevoir de fonds". Elles ne peuvent donc pas être porteuses d'un projet.

Une structure peut-elle soumettre un projet si elle n'est pas récipiendaire principal ou sous-réceptiendaire des subventions du Fonds Mondial ?

Les soumissionnaires n'ont pas nécessairement besoin d'être récipiendaire principal ou sous-réceptiendaire de subventions du FM pour être éligible à l'appel à projets. Les seules conditions sont celles citées dans l'article 3 des appels à projets.

Le projet devra néanmoins s'inscrire en complémentarité des activités soutenues par le Fonds Mondial dans votre pays.

Une personne physique peut-elle présenter son projet pour le financer dans le cadre de l'appel à projets ?

Comme indiqué dans l'appel à projets, pour pouvoir prétendre à une subvention le soumissionnaire doit être une **personne morale** ayant son siège dans un pays éligible ou en France. Une personne morale est un ensemble de personnes physiques ou morales formant une personnalité juridique, ce qui n'est pas le cas d'un chercheur indépendant. Par conséquent, votre projet de recherche personnel n'est pas éligible.

Un des critères d'éligibilité est que l'organisation déposant la demande de subvention doit être légalement établie en France mais que les Organisations Internationales ne sont pas éligibles en tant que « demandeur » mais uniquement en tant que fournisseur d'expertise. Pourriez-vous me clarifier ce point si les projets doivent être mis en œuvre au niveau international ?

Selon les termes de référence, une organisation doit avoir son siège en France ou dans un pays éligible pour pouvoir postuler comme chef de file.

Par ailleurs, veuillez noter qu'une organisation internationale, au sens de nos termes de références, est une personne morale de droit public fondée par un traité international par des États ou des organisations internationales afin de coordonner une action sur un sujet déterminé dans leurs statuts, comme les Agences des Nations Unies (Organisation Mondiale de la Santé, ONUSIDA...), la Banque Mondiale, etc.

Les Organisations non gouvernementales (ONG) ne sont donc pas considérées comme des organisations internationales et peuvent postuler comme chef de file si leur siège est en France ou dans un pays éligible à l'appel.

Une structure peut-elle à la fois être bénéficiaire et partenaire du projet ?

Il est possible pour une organisation d'être partenaire et bénéficiaire du projet.

Une structure d'un pays non-éligible peut-elle s'associer en partenariat avec une structure d'un pays éligible/française en soumissionnaire principal ?

Le partenariat avec une institution française est possible. Par ailleurs j'attire votre attention sur deux critères d'éligibilité en lien avec votre question :

- le soumissionnaire principal doit « *Etre une personne morale ayant son siège dans un pays éligible ou en France* », mais ce critère ne s'applique pas aux partenaires. Votre partenaire français est donc éligible comme soumissionnaire principal, et votre organisation peut être associée à la mise en œuvre du projet comme partenaire.
- Le projet doit « *Inclure au moins un partenaire des pays bénéficiaires* » : au moins un autre partenaire, d'un des pays bénéficiaire du projet, est donc également nécessaire pour que le projet soit éligible.

3. Critères d'évaluation

Le projet peut-il concerner des groupes de personnes marginalisées/vulnérables mais non mentionnées dans la liste des groupes cibles du Fonds Mondial ?

Le projet peut concerner un groupe marginalisé non ciblé par le Fonds Mondial dans la mesure où il démontre comment l'action s'articule malgré tout avec les subventions du Fonds Mondial en cours dans le pays.

4. Questions financières

Comment déterminer le pourcentage de subvention par rapport au coût de l'opération ? Est-il nécessaire d'obtenir un cofinancement de la part d'un autre bailleur ?

Comme indiqué dans les appels à projets, les subventions attribuées couvriront « 60 à 100% du budget du projet ». La part du financement demandé à FEI dépend de la part des cofinancements (espérés ou déjà acquis) et des fonds propres dans le budget du projet. Le montant du financement demandé ne devra pas être inférieur à 60% du budget total mais aucun maximum n'a été fixé : le montant demandé peut couvrir l'intégralité du budget, il n'est donc pas nécessaire d'obtenir un cofinancement.

Les intrants non médicaux mais nécessaire au projet comme l'achat de matériel ou les travaux de réhabilitation sont-ils éligibles ?

Sous réserve que ces coûts ne représentent qu'une proportion limitée du budget, l'achat d'équipement voire des coûts de réhabilitation nécessaires à la réalisation du projet peuvent être éligibles.

Les frais de coordination incluent-ils les coûts directs de suivi par le siège d'une structure ?

Oui, les coûts directs justifiés peuvent être inscrits au budget dans la rubrique coordination.

Comment est-il possible de rémunérer les fonctionnaires qui participent à la mise en place du projet ?

Les salaires de fonctionnaires ne sont pas éligibles. Lorsque la participation d'un fonctionnaire correspond à son activité normale, sa rémunération est déjà prise en charge par l'Etat et ne peut pas l'être pour le projet. Néanmoins, si le projet prévoit de faire appel à des fonctionnaires pour des activités qui ne relèvent pas de leurs fonctions habituelles, ces activités complémentaires devront, pour être éligibles :

- 1) respecter les réglementations nationales applicables en matière de cumul des activités et des rémunérations,
- 2) faire l'objet d'une autorisation de l'administration des fonctionnaires concernés,
- 3) pour les fonctionnaires des pays bénéficiaires, être raisonnable en termes de durées de façon à ne pas impacter le travail normal des fonctionnaires concernés.

Le volet traitement d'un projet de recherche opérationnelle peut-il être financé dans le cadre de l'appel à projets ?

Les Termes de Référence de l'appel précisent dans la section 4 que les dépenses liées à des activités de prévention, au diagnostic et à la prise en charge des patients ne sont pas éligibles, hors diagnostic et prise en charge prévus au protocole d'un projet de recherche opérationnelle ; ni les intrants médicaux, hors intrants nécessaires à un projet de recherche opérationnelle.

L'initiative 5% finance des projets complémentaires aux subventions du Fonds mondial et insiste sur la nécessaire articulation des projets avec les politiques et systèmes d'approvisionnements nationaux, afin d'éviter la création de circuits d'approvisionnement parallèles, et pour des questions de pérennité et de continuité de la prise en charge des patients à l'issue des projets.

De manière générale, il serait donc préférable que les traitements ne soient pas prévus sur le budget du projet, même s'il est difficile de donner une réponse définitive sans connaître les détails de votre projet. Bien entendu, certaines situations peuvent faire exception (projet de recherche entraînant une augmentation importante de la file active des patients sous traitement, dans des proportions non « absorbables » à court terme par les programmes nationaux, utilisation de molécules non utilisées en routine, mise en place d'interventions spécifiques non prévues dans les protocoles nationaux), à condition que l'exception soit dûment justifiée et que des mesures éventuelles de pérennisation soient envisagées dans le document de projet.

L'acquisition de véhicules pour améliorer les moyens de communication et mieux atteindre les populations peut-elle être financée ?

Nous vous confirmons que l'acquisition de motos est éligible, à condition que ces achats soient justifiés dans la proposition de projet, clairement affectés, nécessaires aux activités du projet et ne représentant qu'une part minoritaire du budget.

Existe-t-il une fourchette des coûts unitaires ?

Les coûts unitaires présentés dans le budget doivent être raisonnables et justifiés. Les termes de référence de l'appel à projets ne fixent pas de limite budgétaire, néanmoins dans le cas d'une présélection d'un projet, les coûts prévus au budget pourront faire l'objet d'une négociation par FEI avant validation finale de la sélection du projet.

Nous vous rappelons également que tous les coûts unitaires, rémunérations comprises, seront refacturés au coût réellement supportés par l'organisation.

Quelles sont les procédures d'achats ?

Expertise France peut accepter les procédures d'appel d'offre des partenaires, à condition qu'elles soient validées par nos services au moment de la signature de la convention. Il n'existe pas de contrainte spécifique liée à l'origine ou à la nationalité des fournisseurs. Néanmoins Expertise France imposera dans la convention de subvention des seuils minimum pour les mises en concurrence – ceux-ci seront discutés lors de la négociation des conventions.

5. Autres

La partie audit doit-elle être prise en charge par l'organisme qui soumet le projet ?

L'audit externe viendra en complément du suivi qui sera effectué par Expertise France des financements accordés. Aucun budget spécifique n'a été alloué à cette ligne, il revient au soumissionnaire de se renseigner auprès des cabinets d'audit compétents pour évaluer le budget nécessaire à cette dépense obligatoire.

Le cabinet d'audit peut être situé dans le pays dans lequel se déroule le projet. Il doit être agréé et membre d'une association de contrôle légale des comptes. Il s'agira d'une prestation de services faisant l'objet d'un versement d'honoraires, mais les auditeurs ne pourront pas être des personnels salariés du porteur de projet. Le nombre d'auditeurs et la grille des honoraires ne sont pas fixés.

Pour un projet sélectionné, le nom du cabinet d'audit sera communiqué à Expertise France, qui se réservera le droit de demander un changement de cabinet, ou de désigner un autre cabinet d'audit. Cet aspect ne sera examiné qu'avec les structures dont le projet aura été présélectionné.

Quel est le calendrier de reporting ?

Les exigences de reporting ne seront discutées qu'au moment de la négociation de la convention de financement. Les clauses classiques prévoient un rapport technique et financier tous les 6 mois.